**Conférence Méditerranée du Futur, Acte III**

**Invest in the Future of the Mediterranean**

**26 Novembre 2019, Marseille**

Monsieur le Président de la Région Provence Alpes Côte d’Azur, Renaud Muselier,

Son Excellence Monsieur le Ministre, Jean-Yves le Drian,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de participer à cette Conférence qui marque le troisième acte de la vocation méditerranéenne de la ville de Marseille.

Je ne peux que féliciter la région Provence Alpes Côte d’Azur pour cette initiative.

Je me réjouis que la ville de Marseille joue ce rôle de catalyseur des ambitions méditerranéennes, en France et au-delà.

Plus que jamais, la ville de Marseille marque sa volonté de renouer avec son passé et de bâtir les jalons d’un avenir prometteur pour la Méditerranée, symbole d’espoir et d’engagement.

L’organisation en juin dernier du Sommet des deux Rives l’a marqué avec force : il s’agit de travailler à des projets concrets, en soutien aux populations de la région.

Permettez-moi à cet égard de saluer le dynamisme et l’engagement de M. le Président de la Région PACA, M. Renaud Muselier, qui a porté la Méditerranée au cœur de nos préoccupations.

Je le remercie avec force.

Surtout, je me félicite de la thématique retenue pour cette rencontre. L’importance des investissements pour construire un futur plus prospère en Méditerranée reste vitale. L’UpM joue d’ailleurs un rôle clé sur ce dossier. Dès son lancement, ses 43 Etats membres lui ont confié un mandat sur le commerce et l’investissement.

Nous oeuvrons à réaliser trois objectifs dans ce sens :

Renforcer l’intégration économique régionale ;

Ouvrir la voie à une zone euro-méditerranéenne de libre-échange ;

Attirer l’attention de toutes les parties prenantes sur les nouveaux domaines de croissance, en allant de l’économie digitale, aux industries créatives et culturelles. Je souhaite cependant aborder aujourd’hui une thématique centrale, où l’UpM se place de manière de plus en plus affirmée comme un acteur mobilisateur : celle des investissements à impact positif. Nous faisons sans cesse le lien entre développement économique et développement durable sur plusieurs chantiers, celui de l’économie bleue, de l’économie verte et circulaire, mais là où nous jouons un rôle incontournable reste le domaine climatique.

La finance climat est en effet un secteur prioritaire pour deux raisons :

La survie de notre région

L’énorme potentiel de croissance qu’il présente.

Permettez-moi d’approfondir brièvement ces deux questions.

Il y a quelques semaines, Mesdames et Messieurs, nous avons présenté à nos ministres des Affaires étrangères les résultats de la toute première étude sur les impacts de l'environnement et du changement climatique dans le bassin méditerranéen.

Ils sont pour le moins alarmants, et je voudrais partager avec vous quelques chiffres qui indiquent l’arrivée de temps difficiles :

La région méditerranéenne s'est réchauffée 20% plus vite que la moyenne mondiale, et a déjà dépassé le seuil des 1,5 ° C.

Sans mesures d'atténuation supplémentaires, la hausse des températures à l'échelle régionale entraînera des vagues de chaleur plus importantes et plus durables.

De plus, la Méditerranée ne détient que 3% des ressources mondiales en eau et, avec les effets des changements climatiques et environnementaux, la disponibilité en eau douce devrait diminuer de 15% au cours des prochaines décennies.

Plus de 250 millions de personnes devraient tomber sous le seuil de pauvreté en eau d'ici 20 ans, contre 180 millions actuellement.

Cela entraînera de graves contraintes pour la production et la sécurité alimentaire, entravera la croissance économique et renforcera de plus en plus les conflits et les migrations massives.

Enfin, d’ici à 2050, les villes méditerranéennes représenteront la moitié des 20 villes du monde les plus touchées par l’élévation annuelle du niveau de la mer.

Si aucune mesure n'est prise, le risque d'inondation augmentera de 50% d'ici 2100.

L'exemple de Venise il y a quelques jours à peine laisse un goût amer et appelle plus que jamais à une action immédiate.

A la lumière de ces chiffres, nous ne pourrons pas faire face à cette urgence climatique sans la mobilisation de tous les acteurs, et en particulier du secteur privé. Nous sommes convaincus que la survie de notre région incombe autant aux acteurs privés qu’aux pouvoirs publics.

Dans un contexte où d’une part les institutions financières nationales, les pension funds, les fonds de private equity… cherchent de plus en plus à prêter de l'argent à des projets dans le soutenable, et d’autre part, les investissements dans le développement durable, et en particulier dans les productions à faible intensité de carbone et les énergies renouvelables, sont de plus en plus rentables, les opportunités à saisir sont nombreuses et importantes.

Exemple de San Paolo / où l’entreprise, en passant d’un éclairage traditionnel au LED a réussi à diminuer la consommation d'énergie de 64% et à avoir un retour sur investissement de 13%.

On voit donc clairement qu’il y a une nouvelle économie, l’économie du vert et du développement durable, qui permet à la fois de faire face à l’urgence climatique dans la région, et à créer une croissance non seulement en termes de PIB mais aussi d’emplois.

Je suis dans ce sens convaincu que l'investissement à impact positif reste incontournable pour libérer le potentiel inexploité en Méditerranée.

Pour cela, nous, acteurs publics, devons être à la hauteur de ce potentiel, en créant un environnement favorable afin que les financements publics puissent mobiliser les fonds privés.

Un secteur aussi particulier a besoin de structures adaptées. Il doit être bien pensé et ac‎compagné de politiques sociales adéquates, dans le respect des objectifs ‎de développement durable.

Un changement de paradigme est donc nécessaire.

De notre côté, à l’UpM, nous avons récemment signé un partenariat important avec le réseau R20

Regions of Climate action, en vue de promouvoir la finance climat au niveau des autorités régionales et locales et des petites et moyennes entreprises (PME).

Dans le cadre de cet accord, nous identifierons et soutiendrons conjointement le développement de projets d’infrastructures durables, tels que l’optimisation de la gestion des déchets, les énergies renouvelables décentralisées et l’efficacité énergétique.

Un portefeuille de projets «prêts à être investis» est en préparation et sera présenté à la prochaine COP 25 à Madrid.

À long terme, si nous réussissons, le Secrétariat de l’UpM prévoit de favoriser la création d’un fonds dédié à la Méditerranée.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La tenue ce jour de la Conférence « Méditerranée du Futur » représente une opportunité unique d’avancer fermement dans ce sens.

Je suis confiant dans le fait qu’elle permettra d’identifier des solutions innovantes au service des citoyens de la Méditerranée.

Le temps est venu que nous réalisions un acte de foi collectif, tous acteurs confondus, en faveur des investissements à impact, socialement et écologiquement responsables, qui permettront d’affronter la grande urgence climatique qui menace la Méditerranée, notre mer à tous.

Je vous remercie pour votre attention.